

Des livres pour tous. Des livres pour ceux qui n'en ont jamais lus

Ce texte, proposé par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, a été présenté au Bureau de l'A.B.F. dans sa séance du 9 octobre 1972, qui a accepté de le signer ainsi que de nombreuses autres organisations (cf. B.F., chronique, n°46, 15-XI-1972, p. 907).

CONSIDERANT l'importance du *texte écrit* pour le progrès de la civilisation humaine ;

Considérant que le livre et le périodique, avec les autres moyens d'expression de la pensée, jouent un rôle essentiel dans la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme, dans la lutte contre le racisme, pour la paix ;

L'Unesco a programmé l'année 1972 Année Internationale du Livre.

Partout dans le monde des gouvernements, mais aussi des milliers d'associations, de mouvements de jeunesse, de syndicats, d'organisations publiques et privées les plus diverses, ont entrepris et mené à bien des actions parfois spectaculaires pour la promotion du livre et le développement de la lecture.

Arrivant au terme de cette année 1972 : *en France* où les statistiques nous affirment que 6 Français sur 10 n'ouvrent jamais un livre, que 3 % seulement de la population fréquente la Bibliothèque Publique, nous constatons qu'un Comité français pour l'Année Internationale du Livre, institué par décret, ne s'est pas vu doté par l'Etat des moyens d'action qui lui auraient permis de répondre avec efficacité aux multiples sollicitations qu'il a reçues ;

Nous constatons que l'initiative spectaculaire du Ministère de l'Éducation Nationale, qui a choisi de distribuer cette année des livres aux jeunes mariés, n'est qu'une caricature facile d'une véritable promotion de la lecture, et s'est réalisée au détriment des Bibliothèques Publiques et des Établissements Scolaires qui ont vu leurs crédits gravement amputés.

IL Y A DONC CARENCE DES POUVOIRS PUBLICS.

A côté des dizaines de millions d'ouvrages distribués aux usagers de la route par des firmes commerciales à titre de publicité, l'essentiel des actions s'inscrivant dans les orientations de l'Unesco a été le fait de collectivités locales, des associations et mouvements pédagogiques, culturels, de jeunesse et d'éducation populaire.

En maints endroits, les associations et mouvements signataires ont suscité nombre de *manifestations* ou d'actions *d'animation et d'information* en faveur du livre et de la lecture, *en particulier auprès des enfants et des jeunes*.

Ces actions (colloques, conférences, expositions, concours, foires du livre, etc...), le plus souvent modestes, à la mesure des moyens disponibles, ont permis d'amorcer entre les signataires une coordination des efforts qui en a renforcé l'audience.

L'ANNEE INTERNATIONALE s'achève, mais les problèmes demeurent.

Les organisations d'éducation et de culture soussignées, prenant acte de la carence des pouvoirs publics, y voient une raison supplémentaire de poursuivre et de développer leur action en faveur de la lecture considérée comme outil indispensable de la désaliénation de l'homme dans la société moderne.

C'est pourquoi les organisations ont décidé d'unir leurs efforts dans une recherche et une action concertée sur deux plans :

— *Le plan culturel*, celui de l'accès de tous (des masses) aux livres, celui du développement de la lecture chez ceux qui ne lisent pas.

— *Le plan pédagogique*, qui conditionne le précédent. A cet égard, il convient de souligner l'importance primordiale de la maîtrise de la langue écrite par tous les enfants, mais aussi le rôle de l'école et de tous les milieux éducatifs, famille, organisations post- et périscolaires, etc... dans la généralisation du goût de la lecture et du besoin de lire.

Les associations et mouvements signataires appellent à l'action pour *une autre politique de la lecture en France*.